

1

Territoires périurbains : développement, enjeux et perspectives dans les pays du Sud. Une introduction générale

Jean-Marie HALLEUX, Fabienne COURTEJOIE, Sophie DAWANCE, Nathalie FAGEL, Michel FRÉDÉRICH, Philippe LEBAILLY, Marc PONCELET, Benjamin RUBBERS, Jan BOGAERT

Le présent ouvrage est né du constat que les territoires périurbains des pays en voie de développement sont des lieux qui focalisent des enjeux de plus en plus cruciaux. Une telle observation tient à deux causes principales. La première est quantitative. Elle résulte simplement du fait que les périphéries urbaines concentrent une proportion croissante de la population et de l'activité économique. En réalité, cette évolution est indissociable de l'urbanisation massive de notre planète, où le peuplement dispersé en villages s'efface progressivement au profit d'un peuplement concentré dans des zones urbaines. Cette « transition urbaine », comme l'appellent les spécialistes, s'est fortement accélérée depuis la fin du 20^e siècle. Il faut désormais l'appréhender comme une rupture comparable à ce que l'humanité a connu avec les révolutions néolithique et industrielle. Dans cette perspective, les prochaines décennies pourraient s'avérer cruciales et décisives pour le bien-être de notre espèce. En effet, si une urbanisation bien organisée représente sans conteste une opportunité pour vaincre la pauvreté (Glaeser, 2011), une croissance urbaine incontrôlée menace par contre d'installer une grande partie de l'humanité dans des conditions de vie qui pourraient compromettre son chemin vers la prospérité pour de nombreuses décennies (Davis, 2006).

Sur un plan plus qualitatif, l'importance stratégique des territoires périurbains tient aussi au fait que la croissance rapide de ces espaces engendre des difficultés inédites pour les politiques publiques et l'exercice du pouvoir. En effet, les modèles de développement classiques hérités de la dichotomie ville-campagne n'y sont pas opérants car les territoires périurbains ne sont plus des campagnes, mais ils ne sont pas non plus des villes au sens habituel du terme. Il s'agit d'espaces hybrides, tant du point de vue de l'organisation physique de l'espace que du point de vue de l'organisation des rapports sociaux, des structures de gouvernance et des modes de régulation. Cette situation est particulièrement problématique en Afrique centrale, la région du monde à laquelle est consacrée la majeure partie de cet ouvrage. En effet, les espaces périurbains y apparaissent fortement pénalisés par l'inefficacité institutionnelle qu'induisent les oppositions entre le droit « moderne » prédominant dans les centres urbains et le droit « coutumier » qui continue de faire autorité pour les habitants des peuplements villageois (Trefon, 2009).

Le développement d'une réalité territoriale et sociale où villes et campagnes se mêlent sous des formes hybrides et inédites ne va donc pas sans poser de redoutables problèmes pour les programmes de développement et de coopération. Plus globalement, cela pose en réalité d'énormes problèmes pour assurer le bien-être des populations et pour préserver les stocks de capital naturel, physique et humain. En effet, conjuguée à une croissance démographique soutenue et à une pression extrême sur les ressources, l'inadaptation des modes de gouvernance généralement pratiqués dans les contextes périurbains des pays du Sud conduit à de multiples formes de conflits et de dégradations environnementales. C'est donc une réalité à la fois mal

connue et difficile à gouverner qui est analysée dans cet ouvrage, dont l'ambition centrale est d'apporter un éclairage sur les perspectives d'actions et d'interventions. Pour ce faire, un grand nombre de disciplines scientifiques ont été mises à contribution, de la géohydrologie à la sociologie en passant par les sciences pharmaceutiques et l'économie de la construction.

La vingtaine de chapitres que propose l'ouvrage est répartie en six parties. La première partie fournit un cadre aux développements ultérieurs, en cherchant à clarifier ce qu'il faut exactement entendre par « territoire périurbain ». À la suite de cette mise en contexte, la deuxième partie de l'ouvrage est dédiée à la problématique des ressources naturelles. Il ressort des contributions sur ce sujet que les défis en la matière sont gigantesques. Pour autant, des solutions à la fois techniques et organisationnelles peuvent parfaitement être mises en œuvre pour limiter la pression des extensions périurbaines sur le capital naturel. La sécurité alimentaire fait ensuite l'objet de la troisième partie, avec des contributions qui développent des pistes pour dynamiser les agricultures urbaines et périurbaines. Suivent ensuite deux parties dédiées à la santé publique et aux services publics. Nous y verrons que le développement de la périurbanisation requiert de porter une grande attention aux services publics collectifs et à l'organisation des systèmes de santé. L'ouvrage se termine par une sixième partie dédiée au thème de l'aménagement des territoires. Cette dernière partie souligne l'impact majeur des pratiques d'urbanisme et d'aménagement sur les conditions de vie des centaines de millions d'êtres humains qui sont en train de peupler les territoires périurbains des pays les moins développés de la planète.

1.1. PARTIE I – QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR « TERRITOIRE PÉRIURBAIN » ?

La première partie de l'ouvrage mobilise un éclairage pluridisciplinaire afin de cerner les contours de la notion de « territoire périurbain ». Avec un premier texte qui se positionne dans le champ des sciences sociales et politiques, T. Trefon et N. Kabuyaya mettent en exergue le caractère hybride des territoires périurbains en Afrique centrale. Ils y abordent des thématiques variées – l'organisation de l'autorité, les régimes d'appropriation des terres, les spécificités économiques, etc. – en suivant le fil rouge du caractère hybride et ambigu de la « périurbanité » de cette région du monde. Pour ce faire, ils synthétisent certaines de leurs recherches antérieures sur ce contexte et soulignent que les administrations étatiques et les autorités traditionnelles ne s'y sont jamais totalement accommodées les unes aux autres. Il ressort de cet article qu'en dépit de l'inventivité et du dynamisme des populations, les défaillances politiques les placent dans des conditions de vie de plus en plus précaires. En conséquence, estiment T. Trefon et N. Kabuyaya, le seul moyen d'apporter des solutions efficaces consisterait en une réelle acceptation de ce contexte hybride de gouvernance par l'ensemble des acteurs.

Avec l'article de J.-M. Halleux, c'est le champ de la géographie urbaine qui est mobilisé. Cet auteur y propose un état de l'art où il cherche à dépasser les effets de contexte pour isoler les causes génériques du développement mondial des espaces périurbains. Dans sa première partie, le texte de J.-M. Halleux détaille le modèle de la transition urbaine, afin de dégager les causes fondamentales de l'urbanisation de la planète. En seconde partie, la notion de périurbanisation est discutée en relation avec le relâchement des contraintes de mobilité. Cela conduit l'auteur à considérer que la transition urbaine est en réalité une transition périurbaine. À l'horizon 2050, la transition périurbaine de l'Afrique subsaharienne devrait conduire à une

multiplication par cinq du nombre de citoyens, mais à une multiplication par douze des terres urbanisées. Bien sûr, une telle évolution ne manquera pas de poser de lourds problèmes en termes d'accès aux ressources. En conclusion, J.-M. Halleux épingle nos difficultés collectives à dépasser la dichotomie urbain-rural, ce qui ne manque pas de freiner nos capacités à apporter des solutions innovantes à la gestion de l'hybridité périurbaine.

C'est ensuite d'écologie du paysage dont il est question, avec l'article préparé par l'équipe rassemblée autour de J. Bogaert. Cet article développe une réflexion épistémologique en rappelant les grandes caractéristiques de l'écologie du paysage et en proposant de forger une approche nouvelle – qui pourrait s'intituler la «choralogie» – visant à améliorer la gestion de la ressource naturelle qu'est le foncier. L'article illustre ces réflexions épistémologiques et le caractère opérationnel de l'écologie du paysage par un modèle quantitatif qui cherche à mesurer la largeur de la zone périurbaine de Kinshasa.

À l'instar des deux articles précédents, l'article de J. Bogaert et al. propose une définition des zones périurbaines. Bien que les définitions proposées par les trois articles mobilisent des connaissances disciplinaires distinctes, elles convergent pour souligner des caractéristiques communes : un espace physique qui n'est pas majoritairement bâti, la proximité d'une zone urbaine densément peuplée et des échanges importants avec cette zone urbaine proche. Lorsque l'analyse est focalisée sur l'Afrique centrale, la définition est à compléter par la prise en compte de caractéristiques supplémentaires. Il s'agit principalement de l'hybridité des structures de gouvernance et de la vigueur de la croissance démographique, dont la concomitance conduit à limiter l'offre en services de base et à exercer une forte pression sur les ressources.

Le quatrième article de la première partie interroge également la notion de territoire périurbain. À la différence de ses prédécesseurs, il ne s'agit pas d'un texte principalement établi sur base de la littérature. C'est plutôt à une étude de cas à laquelle nous invite A. Weerts, avec une analyse sur le site minier de Bisie (Nord-Kivu – République Démocratique du Congo). Dans son texte, A. Weerts passe ce site au crible des facteurs généralement utilisés pour définir et délimiter les zones périurbaines. Il découle de cette approche que les sites miniers de la République Démocratique du Congo rassemblent l'essentiel des facteurs de définition des zones périurbaines et qu'ils s'apparentent donc à une variante du territoire périurbain. L'article d'A. Weerts illustre également comment l'attrait des ressources minières est susceptible de générer des formes originales de périurbanisation. Cela témoigne bien de l'enjeu des ressources naturelles, le sujet auquel est consacré la deuxième partie de l'ouvrage.

1.2. PARTIE II – LES RESSOURCES NATURELLES

Les ressources naturelles sont très diversifiées. Il s'agit notamment de l'eau, de la flore et de la faune, des minéraux et des minerais ou encore des terres cultivables. Dans les territoires périurbains des pays en voie de développement, ces ressources sont souvent indispensables pour répondre aux besoins primordiaux des populations, notamment en matière d'alimentation et de chauffage. La gestion des ressources naturelles y constitue donc un enjeu primordial, et cela d'autant plus que le capital qu'elles représentent est particulièrement vulnérable lorsqu'elles sont facilement accessibles par leur présence à la surface terrestre. Gérer, valoriser et préserver les ressources naturelles sont les actions à concilier dans les territoires périurbains. Une exploitation irréflicée ou une surexploitation peuvent conduire à des conséquences par-

fois dramatiques (pollution de l'environnement, déficit en eau et production agricole réduite pouvant conduire à la famine, réduction de la biodiversité jusqu'à l'extinction d'espèces). Dans cette perspective, la deuxième partie de l'ouvrage cherche à apporter des éléments de réponses aux trois questions suivantes :

- Comment l'urbanisation et la périurbanisation mettent-elles en danger la préservation des ressources ?
- Comment assurer aux populations périurbaines un accès durable aux ressources nécessaires à leur développement ?
- Comment valoriser les ressources locales souvent dépréciées par les populations ?

C'est la question de la pression urbaine sur les ressources naturelles qui fait l'objet de l'article signé par E. Balole et al., dans une contribution qui porte sur le Parc National des Virunga en République Démocratique du Congo. Les auteurs déclenchent ici un signal d'alarme, en nous annonçant le probable déclassement du plus ancien parc national d'Afrique. Il s'agit d'un signal d'alarme quantifié et objectif, qui repose sur le traitement et la confrontation de données relatives à la démographie et à l'occupation des sols. En dépit des initiatives mises en œuvre par le parc, la conclusion de l'article est très inquiétante. En effet, en raison des déplacements de populations, de l'affaiblissement de l'autorité de l'État et de l'absence d'une politique d'aménagement du territoire, le développement incontrôlé des villes dans le paysage Virunga se fait aux dépens de l'exploitation des ressources naturelles protégées, ce qui ne manque pas d'entraîner le recul de la forêt et, en conséquence, d'impacter la faune et la biodiversité du parc.

Un diagnostic comparable est dressé par A. Téwéché à propos des Monts Mandara au Nord-Cameroun. À partir de l'étude combinée d'images satellitaires et d'enquêtes de terrain, cet auteur montre que l'étalement urbain et la transformation de terres agricoles ou boisées en zones constructibles y réduit la diversité des essences ligneuses. Cela le pousse à proposer des stratégies de préservation afin que les populations locales puissent continuer à bénéficier d'un accès durable aux ressources en plantes ligneuses.

Le cas de la rivière Lukaya à Kinshasa, développé par C. Jacmain et F. Rosillon, illustre aussi la mise en danger des ressources par la périurbanisation galopante. Les auteurs décrivent un espace périurbain sous pression, en passant en revue les problématiques de l'eau, des productions agricoles et des ressources minérales, énergétiques ou encore foncières. Cela les conduit à souligner la difficile cohabitation entre ville et campagne. Le propos de C. Jacmain et F. Rosillon demeure toutefois positif lorsqu'ils décrivent la dynamique insufflée par le contrat de rivière. En effet, sur base d'un modèle ayant fait ses preuves en Wallonie, la mise en place de ce contrat a permis de créer un espace de dialogue et de consensus entre acteurs. Il est frappant de trouver ici une application concrète des conclusions du chapitre préparé par T. Trefon et N. Kabuyaya quant à la nécessité de développer des lieux de dialogue permettant de dépasser l'inefficacité institutionnelle si typique des zones périurbaines de l'Afrique centrale.

C'est la question de l'accès aux ressources nécessaires au développement des populations périurbaines qui est traitée par l'article préparé par E. Sauret et ses co-auteurs. C'est plus précisément la question de l'accès à l'eau qui y est abordée, en relation avec la prévention des conflits d'usage au sein des zones périurbaines de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso. Avec cet article encourageant, nous bénéficions d'une présentation des méthodologies développées et mises en œuvre grâce à certains projets de la coopération belge au Burkina Faso. Ces méthodologies portent notamment sur une meilleure gestion des problèmes de sédimentation et sur une meilleure exploitation des ressources en eau pour l'agriculture périurbaine.

À l'instar de l'article précédent, la contribution de S. Boisson et al. rend également compte d'une initiative qui vise à améliorer l'accès des populations périurbaines aux ressources. Nous sommes ici dans le contexte de la région de Lubumbashi, où l'extraction minière a entraîné des impacts critiques tant sur l'environnement que sur la santé des populations. Dans ce cadre, le chapitre synthétise une recherche visant à concilier la préservation d'espèces végétales vivant naturellement sur les gisements cupro-cobaltifères et l'utilisation de ces espèces pour la réhabilitation des sites pollués en éléments traces métalliques.

Avec la contribution de A. Njoya et al., c'est la question relative à la valorisation des ressources locales qui est traitée. Sur base de deux exemples en Afrique centrale (Cameroun et République Démocratique du Congo), l'article présente les enjeux culturels, institutionnels et juridiques de la valorisation des géoressources locales pour l'économie de la construction. Il permet ainsi de démontrer les opportunités socioéconomiques et les avantages écologiques de la valorisation des matériaux locaux – terre crue ou cuite, pierre naturelle – dans la réponse aux besoins des zones périurbaines en constructions nouvelles.

1.3. PARTIE III – LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La partie de l'ouvrage dédiée à la sécurité alimentaire rassemble trois textes sur la République Démocratique du Congo. Le premier cherche à cerner les principaux contours de l'agriculture urbaine et périurbaine à Lubumbashi. A. N. Tambwe y valorise des enquêtes réalisées auprès de 100 ménages pratiquant l'agriculture urbaine. Ses résultats le poussent à soutenir la thèse selon laquelle cette activité est primordiale tant pour lutter contre l'insécurité alimentaire que pour dynamiser l'économie de la ville et de sa zone périurbaine. A. N. Tambwe commente également les principales menaces qui pèsent sur l'agriculture urbaine de Lubumbashi avec, en particulier, la concurrence pour l'occupation de la ressource foncière. Cette concurrence, qu'exacerbe la croissance de la ville, conduit à exurbaniser nombre de producteurs et donc à transformer l'agriculture urbaine en agriculture périurbaine. A. N. Tambwe souligne également qu'il est simpliste de considérer que l'agriculture urbaine n'est déterminée que par des stratégies de survie des plus pauvres, ce qui le conduit à considérer un modèle intermédiaire entre les modèles de l'agriculture urbaine de survie et de l'agriculture urbaine entrepreneuriale.

La sécurité alimentaire à Kinshasa fait l'objet du chapitre proposé par D. Muteba, R. Ntoto et P. Lebailly. Cette contribution repose sur une enquête auprès d'un échantillon de 30 ménages issus de trois quartiers que différencient la proximité au centre-ville et le niveau socioéconomique. L'enquête confirme des résultats antérieurs sur le fait que la capitale congolaise souffre d'apports énergétiques et protéiques en déficit et en recul ! En comparaison des ménages plus favorisés des quartiers urbain et intermédiaires, la situation est très alarmante pour les ménages pauvres du quartier périurbain de Mabalalu. En conséquence, l'article préconise le soutien aux interventions sociales et humanitaires dans les quartiers pauvres périurbains, et cela en particulier durant la saison pluvieuse, lorsque les déficits sont les plus accusés. L'article recommande également de répéter les études de suivi alimentaire afin d'améliorer les politiques alimentaires.

C'est également le cas de Kinshasa qui est traité dans la troisième contribution dédiée à la sécurité alimentaire. Il s'agit ici d'un texte préparé par N. Moula et al. sur l'aviculture urbaine et périurbaine. Ce texte décrit une situation où, d'un côté, la filière poudeuse locale assure

l'essentiel des besoins de la ville en œufs de table mais où, de l'autre côté, les importations de découpes de poulets congelés en provenance d'Europe étouffent le développement du secteur local de la production de viande de volaille. Face à cette situation, le principal objectif de l'article est d'identifier les multiples contraintes qui freinent l'essor de la production avicole kinoise. Il s'agit de contraintes qui sont à la fois foncières, sanitaires, financières, techniques, concurrentielles et organisationnelles. Se posent en particulier un problème de mesures fiscales qui favorisent les importations et un problème d'insécurité foncière qui décourage les investissements en élevages semi-intensifs.

1.4. PARTIE IV – LA SANTÉ PUBLIQUE

Le premier chapitre de la partie de l'ouvrage dédiée à la santé publique s'intéresse au rôle que le tradipraticien joue comme acteur de santé en zone périurbaine. Les tradipraticiens, ou tradithérapeutes, sont des personnes qui traitent les maladies en recourant à des pratiques reposant sur des approches traditionnelles, le plus souvent l'utilisation de plantes médicinales. Le rôle de ces tradipraticiens est reconnu dans la toute récente stratégie 2014-2023 de l'OMS pour la médecine traditionnelle (World Health Organization, 2013). C'est avec cette toile de fond que J. Manzambi Kuwekita et ses collègues nous présentent le résultat d'une enquête menée à Kisenso, une commune périurbaine de Kinshasa.

L'analyse de J. Manzambi Kuwekita et al. confirme que le tradipraticien est un acteur crédible dans l'offre des soins de santé. Cette analyse conduit aussi à nous rappeler la spécificité et l'hybridité du contexte périurbain. En effet, d'un côté, les populations s'y comportent comme en milieu rural et utilisent davantage le tradipraticien et les plantes médicinales que les populations urbaines. Par contre, d'un autre côté, les tradipraticiens y exercent moins librement qu'en milieu rural et le peuplement important du périurbain rend l'autorégulation vis-à-vis des charlatans moins efficace qu'au village. Face à cette hybridité entre pratiques rurales et contraintes urbaines, les auteurs soulignent à leur manière la nécessité précédemment invoquée de forger une acceptation consensuelle entre les groupes d'acteurs. Dans le cas présent, cela devrait passer par une suppression des barrières administratives pour améliorer la confiance réciproque entre tradipraticiens et praticiens de la biomédecine. En complément, il faudrait également développer des formations et de nouvelles formes de contractualisation visant à faciliter l'intégration des tradipraticiens dans le système de santé.

Le second article dédié au thème de la santé publique porte sur le fléau de la falsification des médicaments. La mise à disposition de médicaments falsifiés conduit à limiter l'efficacité des traitements, ce qui peut mener à une perte de confiance des populations dans le système de santé, à des pertes économiques voire à la mort de patients. Cela a été mis en évidence à plusieurs reprises, plus particulièrement dans le contexte des médicaments antipaludéens et antimicrobiens. Selon l'OMS, cette problématique concernerait plus de 10 % du marché global des médicaments, plus de 25 % dans les pays pauvres et, dans certaines régions du monde, on pourrait atteindre des taux de médicaments de mauvaise qualité proches des 80 % (World Health Organization, 2003)! Si la situation est bien connue en Afrique en général, on peut s'interroger quant à l'impact de la périurbanisation sur cette triste réalité. Dans ce contexte, R. Marini Djang'Eing'A et ses collègues nous présentent les résultats d'analyses ayant évalué la qualité de médicaments achetés dans des milieux périurbains de différentes villes de

République Démocratique du Congo, du Rwanda et du Bénin. Malheureusement, ces analyses confirment que les zones périurbaines souffrent du fléau de la falsification des médicaments. Pour les auteurs, ce constat devrait être vérifié dans les centres-villes, qui pourraient toutefois être mieux lotis, ainsi que dans les campagnes, où le problème principal demeure celui de l'accès quasi inexistant aux médicaments.

1.5. PARTIE V – LES SERVICES PUBLICS

Nous venons de le voir, l'organisation des systèmes de santé pose de lourds problèmes, dans les pays du Sud en général et dans leurs territoires périurbains en particulier. Dans ces excroissances urbaines, où réside généralement une population pauvre, se pose aussi la question de l'organisation des autres services collectifs nécessaires au bien-être des habitants, à l'image de l'enseignement ou de la distribution de l'eau et de l'électricité. Qui délivre ces services collectifs ? Comment les populations peuvent-elles y accéder ? C'est à ces questions, fondamentales pour comprendre les dynamiques de développement en milieu périurbain, que les trois chapitres dédiés à cette thématique tentent de répondre. Ils prennent pour cas de figure Kinshasa et Caracas.

Le chapitre de J.-P. Mpiana Tshitenge se base sur une recherche récente consacrée aux différents procédés par lesquels les habitants de Kisenso, un quartier pauvre en marge de Kinshasa, s'approvisionnent en électricité. Face à l'incapacité de la Société Nationale d'Électricité (SNEL) de remplir ses obligations, ils se raccordent eux-mêmes au réseau de manière frauduleuse, ils recourent à des électriciens improvisés pour mettre fin aux pannes et ils négocient leurs factures avec les agents de l'entreprise. Dans le but de recevoir un pot-de-vin des usagers et ainsi pallier l'insuffisance de leurs salaires, ceux-ci peuvent fermer les yeux sur leurs pratiques, tout comme ils peuvent les contraindre à leur donner de l'argent, en les menaçant de couper leurs câbles ou leur accès à l'électricité par exemple. Ils sont assistés dans leurs tâches par des hommes de main, qui visitent les abonnés pour leur compte contre une commission. Selon J.-P. Mpiana Tshitenge, on a ainsi affaire à un processus de privatisation informelle de la distribution d'électricité. Ce processus procède essentiellement des tactiques des acteurs locaux eux-mêmes – les agents de la SNEL, leurs hommes de main et les habitants de Kisenso. L'État tolère de telles pratiques, suggère l'auteur en conclusion, parce qu'il ne peut guère se permettre politiquement de les réprimer. Ces pratiques interdisent pourtant à la SNEL d'accroître ses recettes et d'investir dans ses infrastructures – des investissements dont les quartiers périphériques de Kinshasa, souvent plongés dans l'obscurité, auraient pourtant grand besoin.

Kinshasa et sa périphérie – plus précisément la commune de Kimbanseke – sont également le cadre de la recherche présentée par I. Wagemakers et J.D. Imbongo. C'est ici le service de l'enseignement primaire qui est passé au crible. À Kinshasa, l'organisation de ce service se situe traditionnellement dans le secteur public. Néanmoins, avec l'explosion du peuplement, il est de plus en plus difficile pour les autorités de répondre aux besoins croissants des zones périurbaines. Comme pour l'article précédent, nous constatons donc que les structures étatiques renoncent à répondre aux besoins des populations. Il en résulte ici un « bricolage » institutionnel qui dynamise le développement des écoles privées. Cela représente une nouvelle illustration de la capacité des populations à prendre leur sort en main, mais cela ne manque toutefois pas de poser questions. En effet, en l'absence de contrôle effectif des autorités, tout

porte à croire que la qualité de ces nouvelles structures d'enseignement laisse à désirer, ce qui risque d'accentuer les disparités entre les écoles du centre-ville destinées aux élites et ces écoles nouvellement créées pour les habitants pauvres des couronnes périurbaines.

Le troisième chapitre consacré à la délivrance des services publics, écrit par L. Moretto et A. Allen, nous emmène de l'autre côté de l'Atlantique, au Venezuela. Les auteures y décrivent une initiative gouvernementale qui a conduit la société publique des eaux à s'associer à des comités de quartiers pour construire des canalisations d'eau dans la zone périphérique de Caracas. Selon L. Moretto et A. Allen, cette initiative a amélioré l'accès de ces quartiers pauvres à l'eau, tout en impliquant leurs habitants dans une dynamique collective de représentation politique. Cette collaboration réussie entre pouvoirs publics et collectifs locaux contraste fortement avec les arrangements individuels décrits par J.-P. Mpiana Tshitenge autour de la distribution de l'électricité à Kinshasa. Pour autant, estiment L. Moretto et A. Allen en conclusion, le potentiel démocratique de cette initiative est à nuancer car l'ensemble du processus reste fortement tributaire de la société des eaux et du gouvernement central.

1.6. PARTIE VI – L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES

Il ressort des développements précédents que les territoires périurbains sont l'incarnation de déséquilibres qui prennent racine dans des causes complexes et variées. Dans cette perspective, une politique d'aménagement urbain ne peut apporter seule la solution à tous ces déséquilibres. Intégrée dans une stratégie plus globale, elle constitue néanmoins un levier d'action non négligeable, comme en rendent compte les chapitres rassemblés dans la sixième partie de l'ouvrage.

Le premier de ces chapitres traite de Kinshasa et des décalages que l'on y observe entre les conceptions urbanistiques prédominantes et les modalités concrètes de la production urbaine. L. Beeckmans y analyse l'histoire urbanistique de cette ville, mais la situation décrite est en réalité symptomatique d'une situation plus générale qui caractérise la vaste majorité des grandes villes du Sud. En effet, à l'image de Kinshasa, les autres grandes villes du Sud ont souvent connu plusieurs générations de schémas directeurs modernistes qui se sont révélés complètement inadaptés à l'ampleur de la croissance démographique et à la grande fragilité économique de la population (Watson, 2009). Un des points les plus saillants de l'article de L. Beeckmans est que les décideurs actuels ne tirent pas profit des leçons de l'histoire. En effet, alors que le constat de l'inadaptation des thèses modernistes au contexte des pays en voie de développement est aujourd'hui bien connu, il ressort des investigations de l'auteure que l'urbanisme contemporain à Kinshasa demeure marqué par des conceptions en rupture complète avec la réalité locale – à l'image du projet *Cité du Fleuve* inspiré du modèle dubaïote de développement urbain.

Comme l'exprime bien le titre choisi par L. Beeckmans, «*Kinshasa: a city of "squatters" and planning schemes*», l'inadaptation de l'urbanisme moderniste à la réalité de Kinshasa et l'impossibilité de répondre aux besoins en logement par la seule offre foncière formelle a conduit au développement de marchés fonciers informels, avec des transactions qui ne sont pas reconnues par la loi mais qui sont cependant socialement acceptées. Nous retrouvons ici l'hybridité périurbaine car, comme ailleurs en Afrique subsaharienne, le développement des marchés fonciers informels est indissociable de l'opposition entre un droit positif qui prédomine en ville et une propriété coutumière qui prédomine dans les milieux ruraux.

À l'image de Kinshasa en République Démocratique du Congo, Yaoundé au Cameroun se caractérise aussi par l'inadaptation de la planification classique à la marche forcée vers l'urbanisation. Cette situation est bien décrite par la contribution de H. Tchékoté et C. Ngouanet, dont le travail est basé sur une démarche articulant une objectivation chiffrée de la croissance périurbaine et une analyse fine des jeux d'acteurs autour du foncier. Pour H. Tchékoté et C. Ngouanet, la périurbanisation anarchique autour de Yaoundé se caractérise par de telles incohérences urbanistiques – par exemple l'urbanisation des voiries – qu'il faut y craindre des déguerpissements massifs tels qu'ils sont déjà pratiqués dans les parties plus centrales de l'aire urbaine.

La problématique d'un étalement urbain incontrôlé résultant d'une gouvernance foncière inopérante fait également l'objet de la contribution signée par L. Guigma, M. Boudoux d'Hautefeuille et L. Pierre Louis. Nous sommes ici à Ouagadougou (Burkina Faso), pour de nouveau retrouver la problématique de marchés fonciers rendus inefficaces par l'opposition entre droits coutumier et positif. Dans cette ville, les politiques volontaristes de gestion de la croissance urbaine qui visaient à donner une parcelle à chaque ménage se trouvent désormais dans une impasse. Depuis les années 2010, elles ont été « remplacées » par des programmes d'interventions promus par les institutions de coopération, mais elles n'ont pas été réellement suivies de politiques de substitution volontariste. Les auteurs nous proposent ici de mobiliser des travaux entrepris depuis la fin de la décennie 1980 pour chercher à comprendre cette situation de blocage, situation qui s'accompagne de difficultés croissantes pour le contrôle des extensions urbaines de la capitale burkinabè.

Le chapitre de G. Leloutre et N. Vigneron porte également sur Kinshasa. Il complète utilement la contribution de L. Beeckmans car son propos tranche avec l'urbanisme moderniste des grands bureaux internationaux pour proposer une vision de l'aménagement inspirée des réalités locales. Les auteurs y imaginent la figure de la *mboka bilanga*, en développant un modèle d'aménagement visant notamment à une décentralisation des lieux d'échanges et à une valorisation optimale de l'agriculture urbaine. L'article propose également des projets à la fois innovants et adaptés aux spécificités locales, à l'image du téléphérique UNIKIN/By-Pass. Sans conteste, les défis que nous impose la transition (péri)urbaine nécessiteraient de multiplier ce type d'exercice de planification, qui se recentre sur l'objectif de l'amélioration des conditions de vie de la population et qui s'appuie sur des propositions concrètes directement déduites des dynamiques locales. Cela nous rappelle que l'indispensable transformation des territoires périurbains devra passer par l'acceptation du contexte de gouvernance hybride mais aussi par la mise à profit de l'ingéniosité et de l'inventivité des réponses populaires.

BIBLIOGRAPHIE

- Davis M., 2006. *Le pire des mondes possibles*. Paris : La Découverte.
- Glaeser E., 2011. *Des villes et des hommes*. Paris : Flammarion.
- Trefon T., 2009. Hinges and fringes, conceptualising the peri-urban in Central Africa. In: Locatelli F. & Nugent P. (eds). *African cities: competing claims on urban spaces*. Leiden, The Netherlands: Brill, 15-36.
- Watson V., 2009. 'The planned city sweeps the poor away': Urban planning and 21st century urbanisation. *Prog. Plann.*, **72**, 151-193.
- World Health Organization, 2003. WHO/Substandard and counterfeit medicines. *WHO Fact Sheet*, **275**.
- World Health Organization, 2013. *WHO traditional medicine strategy: 2014-2023*. Geneva, Switzerland: WHO Press.